

TIZI-OUZOU

La Protection civile à l'honneur

La Journée mondiale de la protection civile a permis aux citoyens de Tizi-Ouzou, grâce à l'exposition organisée pour la circonstance à la maison de la culture Mouloud-Mammeri, de découvrir de plus près la réalité de ce corps et de se rendre compte de ses missions et activités au service des citoyens victimes de divers sinistres.

L'exposition, qui s'est déroulée le 3 mars, a rencontré un grand intérêt notamment auprès de la jeunesse toujours curieuse et assoiffée de découvertes. Il faut dire que la Protection civile était assez méconnue jusqu'à ces dernières années des citoyens, pas du tout imprégnés des problèmes qui entravent l'accomplissement de ses tâches.

De ce point de vue, l'exposition aura été utile à plus d'un titre, elle a permis aux visiteurs de mesurer les champs d'intervention tels que les accidents domestiques et de la route, les

tremblements de terre, les feux de forêt, les inondations, la surveillance des plages... axes multiples suffisants à eux seuls pour souligner l'importance et la complexité du rôle des sapeurs-pompiers. S'ajoutent à cela les modestes moyens matériels et humains ainsi que la couverture géographique très insuffisante au regard de l'étendue du territoire de la wilaya et de la morphologie du terrain. Il n'existe, en effet, qu'une unité principale et 9 autres secondaires dans une wilaya comptant 21 daïras. On table sur la réception cette

année de 3 autres unités dont 2 de remplacement, changement de locaux plus conformes à la mission, et une création à Azeffoun. Sont d'ores et déjà inscrites, 3 unités secondaires au niveau de Tizi ouzou, Boghni et Bouzeguène. Une unité principale, un siège de la direction, et 2 autres secondaires à Béni Douala et Tizi Gheniff sont en projet.

Entre 2009 et 2013, on estime pouvoir couvrir l'ensemble des daïras en inscrivant 5 unités secondaires, 2 postes avancés dans les localités isolées et une unité marine à Azeffoun. Ces objectifs inscrits au tableau de bord de la Protection civile de Tizi Ouzou ne constituent qu'une partie de son programme de développement dans la wilaya. En effet, sa dotation progressive en équipement moderne de sauvetage et de lutte contre les divers sinistres est prévue.

Ce qui a retenu l'attention des visiteurs, ce sont, entre autres, le vibroscope, le vibrophone et la caméra thermique pour le sauvetage des vies humaines sous les décombres. Les incendies, les accidents, le sauvetage en mer ne sont pas en reste des efforts d'équipement léger et moderne au vu de ce qui a été exposé et que l'on n'a pas l'habitude de voir utilisés par les agents de la Protection civile. L'introduction de l'information dans le traitement et l'analyse des informations est un aspect à signaler.

En effet, la Protection civile recourt depuis 2004 à un système d'information géographique appelé SIG permettant de situer avec précision le lieu d'un sinistre avec toutes les données indispensables aux alentours permettant ainsi de prendre rapidement la décision qui s'impose afin d'intervenir dans les plus brefs délais.

B. T.

COMMERCE INFORMEL À BLIDA

104 milliards de centimes de produits vendus sans factures

Dans une point de presse tenu lundi dernier par le directeur du commerce de la wilaya de Blida, Boulghebra Abdelaziz, nous avons appris que les contrôleurs de cette direction ont évalué la vente de produits sans factures durant l'année 2007 à 104 milliards de centimes.

Ce chiffre qui reste à tout le moins alarmant pour le directeur du commerce du fait que les APC n'en tirent aucun profit dans le cadre du développement local fait l'objet d'une étude approfondie aux fins de juguler ce phénomène qui prend de l'ampleur dans la wilaya de Blida où le commerce informel est légion, et porte préjudice à l'économie nationale.

Même si le directeur du commerce considère que le bilan d'activité de l'exercice 2007 demeure positif par rapport aux années précédentes, il ne s'empêchera pas de dire qu'il reste beaucoup à faire, notamment en matière de contrôle de la qualité. A ce sujet, il fera savoir que ses

services ont saisi 40 tonnes de pommes de terre d'importation impropres à la consommation.

Toutefois, protéger le consommateur contre la fraude sur la qualité ainsi que toutes les autres formes de tromperie pouvant être nocives pour le citoyen n'est pas chose aisée sachant que la wilaya de Blida compte 39 000 commerçants qu'il faut contrôler régulièrement. Ainsi, la direction du commerce a dressé, durant l'exercice écoulé, 2 000 contraventions pour différentes infractions dont l'absence des conditions d'hygiène, détention et vente de produits impropres à la consommation, fraude, détention de produit contrefaits, production et vente de produits sans autorisation, absence d'affichage...

Dans le même ordre d'idées, 96 locaux commerciaux dont des boulangeries, des fastfoods, des boucheries ont été fermés.

Sur un autre plan, il a été prélevé pour analyse 454 échantillons de lait et ses dérivés, de viande rouge, de conserves et de boissons, entre autres. Les analyses ont démontré que plus de 100 échantillons ont donné de mauvais résultats. Pour le direc-

teur du commerce, la répression à elle seule ne suffit pas. Pour ce faire, il a été organisé pas moins de 30 journées de sensibilisation au profit des élèves des trois paliers de l'éducation ainsi que pour les stagiaires de la formation professionnelle afin qu'ils soient informés des différentes infractions et les dangers liés au produits de consommation de mauvaise qualité pouvant avoir des conséquences néfastes sur leur santé.

De cette façon, ils sauront distinguer le bon produit du mauvais. Sur un autre volet, le commerce extérieur a été également abordé lors de ce point de presse et plus particulièrement les derniers textes relatifs aux conditions d'importation de certains produits et marchandises. Au vu de ces textes, on apprendra qu'à Blida 2 000 opérateurs concernés et existant par le passé n'ont pas déposé leurs dossiers. Enfin, on nous fera savoir que le wali de Blida a dégagé cinq milliards de centimes pour réhabiliter les cinq marchés couverts existants dans la wilaya de Blida, lesquels sont gérés par les APC.

M. B.

GUELMA

Route dégradée dans la commune de Belkheir

«L'état des routes laisse à désirer à la cité Shili Med-Tahar», dans la commune de Belkheir, à 5 km seulement de Guelma-ville.

Cette réflexion d'un pauvre citoyen n'est pas exagérée étant donné que la plupart, notamment des automobilistes et chauffeurs de taxi, se plaignent du mauvais état actuel des routes dans la cité de Shili Mohamed-Tahar, qui a rendu la circulation routière très difficile, particulièrement en période hivernale. Cela dit, les rues et les petites

ruelles ainsi que les artères principales de cette dernière ne sont plus carrossables.

Certaines d'entre elles sont carrément impraticables suite aux fortes chutes de pluie qui se sont abattues ces derniers jours sur la région. «Le mauvais état des rues est à l'origine de la détérioration de nos voitures», explique un automobiliste.

C'est la raison pour laquelle certains chauffeurs de taxi refusent catégoriquement de transporter les clients qui habitent la cité Shili Med-Tahar.

Sur la place de stationnement, un autre propriétaire d'un véhicule de tourisme nous livre ses impressions : «Les principales causes de l'état des routes de cette cité sont le revêtement qui ne se fait pas dans les normes ainsi que les tranchées réalisées par certaines entreprises et

dont les travaux ne relèvent pas de leurs compétences. » «Seule la route principale de la commune de Belkheir est en ce moment carrossable», précisera un autre citoyen. Par ailleurs, nous avons appris de source bien informée que la nouvelle APC vient de bénéficier d'une importante enveloppe financière pour l'entretien des routes de cette cité. Les travaux démarreront ce mois de mars.

B. A.

SESSION CRIMINELLE À SKIDA

20 ans de prison pour une histoire de foin

Vingt ans de prison ferme à l'encontre de O. S., une jeune homme de 23 ans pour le chef d'inculpation d'homicide volontaire avec préméditation.

Tel est le verdict prononcé lundi dans la 29e affaire enlignée lors de la session criminelle qui a débuté le 3 février 2008. Le meurtre a été perpétré pour une histoire

de foin. L'accusé et la victime dirigeaient les activités d'élevage de bétail à la ferme familiale, située à Ain Cherchar, commune relevant de la daïra de Azzaba. En février 2005, une dispute entre les deux associés dégénéra. L'auteur brandira un poignard et trancha la gorge de son cousin. Malgré les tentatives du père de l'accusé de s'interposer, la mort viendra à bout de la rixe.

Selon les renseignements, la victime succombera à ses blessures avant son admission à l'hôpital. Le représentant du ministère requerra, lors de son réquisitoire, la peine capitale.

Durant sa plaidoirie, l'avocat de la défense plaidera les circonstances atténuantes. 20 ans de prison sera la peine prononcée après les délibérations.

Z. Z.

TLEMCEEN

Intenses activités du Darak à la frontière

Agissant sur information, les éléments de la Gendarmerie nationale de la daïra de Maghnia ont pu procéder à la saisie de 272 kg de kif traité. Dans la journée du lundi, vers 1 heure, les gendarmes ont identifié un véhicule suspect de marque Renault 25 au lieu-dit Takouk, à Maghnia. La fouille a permis de récupérer une quantité de kif dissimulée dans ce véhicule dont le conducteur a pris la fuite en direction du Maroc.

Il est activement recherché. Une enquête est ouverte pour permettre de localiser cette filière qui opère des deux côtés de la frontière. D'autre part, ces mêmes éléments ont mis fin à un autre trafic de produits médicaux. Il y a une semaine, ils ont arrêté deux individus dont l'un est un chauffeur de taxi clandestin à Ouled Kaddour. Ces derniers étaient en possession d'une grande quantité de produits médicaux (4 950 ampoules d'anesthésie dentaire et 150 destinées aux interventions pour diabétiques ainsi que 316 unités de fil chirurgical. La valeur de cette saisie est estimée à 300 millions de centimes. Les auteurs de ce trafic seront présentés devant le magistrat instructeur.

Faïza B.

KHENCHELA

Le directeur de l'agence Badr condamné à 5 ans de prison ferme

Ainsi, le verdict est tombé tard dans la soirée de dimanche passé, au tribunal de Kais, à 20 km du chef-lieu de wilaya. Le directeur de l'agence Badr a été condamné à 5 ans de prison ferme et une amende de 100 millions de centimes. Pour rappel, l'affaire remonte à une vingtaine de jours, lorsque, suite à une souricière tendue par les éléments de la police judiciaire de ladite localité, le directeur a été arrêté en flagrant délit de corruption pour la somme de 50 000 DA sur une victime, un jeune homme de 27 ans, qui demandait un prêt bancaire dans le cadre du dispositif micro-entreprises.

La BNA se dote d'un nouveau siège

C'est en plein centre-ville, près du siège de la wilaya, qu'a été implanté le nouveau siège de la Banque nationale d'Algérie (BNA). D'une architecture exemplaire, ce nouveau pôle urbanistique de grand essor s'étend sur une superficie de 800 m² bâti. Il comprend plus de 15 bureaux répartis sur un étage, une salle de réunions, d'archives de plusieurs banques assises, de front-off (guichets d'accueil), d'un équipement ultra-moderne, et du système Delta version 8 par satellite. Il s'agit d'un allègement positif de l'ancien local et une amélioration caractérisée de l'environnement urbanistique de cette nouvelle agglomération administrative.

S. Azzedine

ADRAR

Pas de pain dans les boulangeries

Les habitants d'Adrar ont eu la désagréable surprise, en se levant mardi matin, de ne pas trouver de pain dans les boulangeries habituelles. Armés de patience, ils décident de pousser les recherches un peu plus loin mais «niet», pas de pain non plus. Ils découvrent ébahis et stupéfaits le fil incertain du quotidien.

Nous apprenons à notre tour que cette pénurie n'est pas due à une grève mais tout simplement à une rupture de stock de farine qui, hélas, connaît des conséquences dramatiques. Si pour certaines mères au foyer la préparation du pain ne pose aucun problème, pour celles qui travaillent, par contre, c'est une véritable cacophonie et une avanie atypique qui ne peut que haranguer l'esprit.

Saisie de plants d'opium !

Au début de cette semaine, les services de la police judiciaire, munis d'un mandat de perquisition, ont procédé à l'arrestation d'un septuagénaire dans le quartier Adgha d'Adrar qui cultivait des plants d'opium (179 au total) dans son champ de 18 000 m² avec les autres cultures potagères. Le propriétaire a été mis sous mandat de dépôt.

STATIONS D'ESSENCE

Beaucoup reste à faire

La ville d'Adrar compte cinq stations de service dont deux relèvent du secteur étatique. Gérée par la Sonatrach, la station du centre-ville est livrée à elle-même. Les agents chargés d'assurer le service souffrent le martyre. De jour comme de nuit, hiver comme été, ils sont là à braver le froid ou la chaleur sans aucun abri. En effet, si une petite bicoque servant à étaler quelques produits existe, l'extérieur où se trouvent les pompes (essence et gas-oil) est nu. Aucune toiture, aucun entretien. Le passage est parsemé de crevasses et les pistolets censés remplir les réservoirs fuient de partout. Parfois, un seul agent pour les deux pompes et la vente de bouteilles de gaz butane. Quelques actions concernant la construction ont vu le jour mais au rythme de l'avancement des travaux, on n'est pas encore sorti de l'auberge. En revanche, chez les privés, le pompiste est mieux représenté, il est à l'abri du soleil. Même une fontaine fraîche existe.

El Hachemi S.